

**ARRÊTÉ N ° 2021-DCPPAT/BE-157 en date du 27 juillet 2021
imposant à la société Metal Fer Recyclage des prescriptions de mise en sécurité et de
mesures immédiates prises à titre conservatoire à la suite de l'incendie qui a
affecté les installations classées qu'elle exploite sur la commune de
Bonneuil-Matours**

**La préfète de la Vienne,
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite
Chevalier du mérite agricole**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 512-20, R. 512-69, R. 512-70 et D. 181-15-2 ; ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021-SG-DCPPAT-013 en date du 26 mars 2021 donnant délégation de signature à Monsieur Emile SOUMBO, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2011-DRCL/BE-251 en date du 7 septembre 2011 autorisant Monsieur le Directeur de la société METAL FER RECYCLAGE à exploiter, sous certaines conditions, au lieu dit "L'Oisillon", commune de BONNEUIL-MATOOURS, des installations de stockage et de traitement de déchets de métaux et de véhicules hors d'usage ainsi que des installations de transit de déchets industriels et ménagers, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2017-DCPPAT/BE-186 du 17 novembre 2017 portant agrément de la société METAL FER RECYCLAGE pour l'exploitation d'une installation de dépollution et de démontage de Véhicules Hors d'Usage (VHU), au lieu-dit « L'Oisillon » 86210 BONNEUIL-MATOOURS ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021 DCPPAT/BE-020 en date du 4 février 2021 portant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n° 2011-DRCL/BE-251 en date du 7 septembre 2011 autorisant Monsieur le Directeur de la société METAL FER RECYCLAGE à exploiter, sous certaines conditions, au lieu dit "L'Oisillon", commune de BONNEUIL-MATOOURS, des installations de stockage et de traitement de déchets de métaux et de véhicules hors d'usage ainsi que des installations de transit de déchets industriels et ménagers, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 26 juillet 2021 établi suite à l'incendie survenu le 21 juillet 2021 et à la visite du site ;

Considérant qu'une partie de l'installation a subi un incendie détruisant un tas de platinage (ferraille légère) ;

Considérant que d'importants moyens de lutte contre l'incendie ont été mobilisés et ont conduit à la génération d'un volume significatif d'eaux d'extinction ;

Considérant que les eaux d'extinction ont pu être collectées dans le bassin de rétention du site ;

Considérant qu'il convient donc de prescrire en urgence la mise en œuvre des mesures de gestion que rendent nécessaire les conséquences de l'incendie du 21 juillet 2021 ;

Considérant que l'article L. 512-20 du code de l'environnement précise : « en vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. » ;

Considérant que l'article R. 512-69 du code de l'environnement précise en son 2^e alinéa : « un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. » ;

Considérant que l'urgence ne permet pas de recueillir préalablement l'avis du comité départementale de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en application de l'article L. 512-20 du code de l'environnement ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1. Respect des prescriptions

La société Métal Fer Recyclage, dont le siège social est situé au lieu dit L'oissillon, commune de Bonneuil-Matours, doit se conformer aux dispositions du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations situées à cette même adresse.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs.

Les délais qu'il mentionne commencent à courir à compter de sa notification.

Article 2. Mesures immédiates conservatoires

L'exploitant est tenu de procéder aux mesures suivantes à compter de la notification du présent arrêté :

- dans les plus brefs délais, et en tout état de cause dans un délai n'excédant pas deux semaines :
 - à la couverture des résidus de combustion de façon à prévenir leur lessivage par les eaux météoriques jusqu'à l'évacuation des déchets ;
 - à l'évacuation des déchets, et des résidus de combustion ;
 - au curage du séparateur à hydrocarbures ayant reçus une partie des eaux d'extinction d'incendie ;
 - au remplissage des cuves de réserve d'eaux (120 m³) ;

- sous deux mois :
 - à la vérification de l'absence de pollution des sols par des analyses au droit de la zone d'incendie et dans le fossé au droit du rejet du séparateur à hydrocarbures concerné.
Le plan de prélèvement s'appuiera sur la méthodologie développée par l'INERIS dans son rapport « Stratégie de prélèvements et d'analyses à réaliser lors d'une expertise post-accidentelle – cas de l'incendie ».
Les résultats d'analyses permettent d'identifier une éventuelle contamination de l'environnement par les produits et matières dangereuses diffusées. Ainsi, l'état naturel

de l'environnement (zones témoins) est comparé aux valeurs de gestion réglementaires en vigueur.

En cas d'impact révélé par les mesures réalisées, l'exploitant élabore sous deux mois après réception des résultats, un plan de gestion et le transmet à l'inspection des installations classées.

- Dans les deux mois suivants la réception des résultats de pollution des sols, le sol des aires de travail dédiées aux activités relevant de la rubrique 2791 de la nomenclature sont aménagés de manière à pouvoir recueillir les eaux d'extinction d'incendie, conformément aux éléments déclarés dans le dossier de demande d'autorisation du 16 avril 2008.

Article 3. Gestion des déchets liés au sinistre

Les déchets produits par le sinistre sont évacués vers une installation autorisée à recevoir lesdits déchets. L'exploitant tient à disposition de l'inspection la justification de cette élimination conforme.

Article 4. Transmission des documents utiles

L'exploitant transmet au préfet et au service de l'inspection des installations classées tout document ou information utile justifiant l'accomplissement des mesures prescrites par le présent arrêté.

Article 5. Sanctions

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il est fait application des mesures prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 6. Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 181-7 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Article 7. Publication

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Bonneuil-Matours et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Bonneuil-Matours pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire, qui l'adresse à la préfecture ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Vienne (rubriques "politiques publiques – environnement, risques naturels et technologiques – installations classées – industrielles") pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 8. Exécution et notification

Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le maire de Bonneuil Matours sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- à la société Metal Fer Recyclage, lieu-dit L'oisillon, 86210 Bonneuil-Matours,

et dont copie sera transmise :

- à la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- à monsieur le maire de Bonneuil Matours
- monsieur le sous-préfet de Châtellerault.

Poitiers, le 27 juillet 2021

Pour la préfète et par délégation
Le Secrétaire Général,



Emile SOUMBO